

L'auteur plaide pour une conversion de la raison économique aux préoccupations environnementales

« Notre responsabilité écologique a un caractère métaphysique »

Qu'est-ce qui caractérise selon vous la crise écologique actuelle ?

Bernard Perret : Son caractère global et systémique. Il ne s'agit plus seulement de dommages limités et réversibles, comme une marée noire ou une pollution chimique, mais d'un déséquilibre d'ensemble qui rend problématique la poursuite du développement économique. Le réchauffement climatique, en particulier, révèle le caractère non soutenable d'une croissance fondée sur les énergies fossiles – pétrole, gaz et charbon. Sauf miracle technologique, que rien ne permet d'anticiper, nous allons rapidement buter sur les limites d'une certaine forme de progrès.

Hormis quelques voix discordantes et isolées, ce constat est aujourd'hui largement partagé. Et pourtant, dites-vous, rien ne bouge, ou si peu...

B.P. : Nous sommes tous terriblement court-termistes. Il n'est évident pour personne de regarder plus loin que son intérêt immédiat. L'argent et la finance sont censés permettre l'intégration du futur dans nos choix à travers l'épargne et l'investissement, mais cette manière de préparer l'avenir ne suffit plus. Il est banal de dénoncer la myopie des marchés financiers – la dictature d'actionnaires qui exigent des profits à court terme –, mais le problème est plus large et plus grave. C'est la vision économique de la réalité qui est en cause – en gros, l'idée que tout peut s'acheter. La nature et les évolutions irréversibles qui l'affectent n'apparaissent pas dans les comptes des entreprises, ni, d'ailleurs, dans ceux de la nation ! Les outils de l'analyse économique, omniprésents, ne permettent pas de penser l'hétérogène, le discontinu, l'irréversible... au contraire des sciences du vivant qui auraient beaucoup à nous apporter dans la prise de décision. Or le savoir économique est très prégnant parmi les élites et les décideurs.

On pourrait attendre des hommes politiques qu'ils incarnent le souci de l'avenir, mais ils sont pris eux aussi dans un jeu de contraintes impitoyables. Un candidat n'a aucune chance de se faire élire s'il ne promet pas des emplois et des gains rapides de pouvoir d'achat. C'est pour cela que je défends l'idée d'un cadre institutionnel qui nous obligerait à prendre en compte le sort des générations futures dans nos décisions.

Comment faire exister un droit des générations futures ?

B.P. : Par un ensemble de mesures concrètes et de discours suffisamment co-



PHILIPPE MATSAS/EDITIONS FLAMMARION

Bernard Perret estime qu'il faut que chacun prenne conscience des conséquences écologiques de ses choix (prendre le train de préférence à sa voiture, une douche plutôt qu'un bain, etc.)

hérents pour créer un nouveau cadre de rationalité. C'est en combinant les recours aux arguments éthiques, aux contraintes réglementaires et aux incitations financières que l'on mettra les stratégies des agents économiques en phase avec l'impératif de survie à long terme de l'humanité.

Aurait-on, comme certains le prétendent, hérité du christianisme un manque de considération pour la nature ?

B.P. : Cette accusation prend appui sur une phrase souvent citée de la Genèse « Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre et soumettez-la, etc. » La tradition judéo-chrétienne place l'homme au-dessus de la nature, c'est indéniable, mais

cela ne veut pas dire qu'il a le droit de la détruire ! Loin de justifier le saccage de l'environnement, la Bible fait de l'homme le gardien de la Création. Comme le philosophe Hans Jonas (le théoricien du « principe responsabilité »), je pense que notre responsabilité écologique a un caractère absolu et métaphysique.

Quels sont les autres leviers du changement ?

B.P. : D'abord l'information. Il faut que chacun prenne conscience des conséquences écologiques de ses choix (prendre le train de préférence à sa voiture, une douche plutôt qu'un bain, etc.). Au plan collectif, toutes les décisions publiques

– construction d'une autoroute, mesure fiscale, etc., – devraient être évaluées à cette aune. Cela passe par la publication d'indicateurs d'impact environnemental, à tous les niveaux. Je propose notamment qu'un rapport sur le développement durable soit transmis chaque année au Parlement. Ce n'est bien sûr que l'un des multiples leviers de la transition écolo-

On pourrait attendre des hommes politiques qu'ils incarnent le souci de l'avenir, mais ils sont pris eux aussi dans un jeu de contraintes impitoyables.

gique. L'un des buts à atteindre est de réorienter l'industrie pour qu'elle réponde aux besoins humains essentiels en consommant moins de ressources – notamment à travers la mise au point de produits plus durables et facilement

réparables. Les outils pour y parvenir sont la normalisation, la recherche et développement, la fiscalité, etc.

Qu'est-ce qui vous fait croire que l'humanité fera en sorte de se sauver elle-même ?

B.P. : Sur la base des tendances sociales actuelles, on ne peut exclure un suicide collectif par négligence. Mais il n'est pas interdit d'espérer en l'homme, surtout si l'on est chrétien. Je compte d'ailleurs beaucoup sur les Églises pour stimuler le sens de la responsabilité personnelle et collective vis-à-vis de la Création.

RECUEILLI PAR EMMANUELLE RÉJU

(1) Auteur de « Pour une raison écologique », Flammarion, 275 p., 18 €.